

REPUBLIQUE FRANCAISE

COMMUNE

de SAINT-MICHEL-SUR-SAVASSE

DOSSIER : N° PC 02631921V0003 M01

Déposé le : 04/11/2021

Demandeurs : M. Raphaël DUFOUR et  
Mme Chloé GUERIN

Nature des travaux : Modification de la  
couleur des façades

Sur un terrain sis : Lotissement « La Belle  
Noyeraie » - lot n° 16 à SAINT-MICHEL-  
SUR-SAVASSE (26750)

Référence(s) cadastrale(s) : 26319 A 1151

## ARRÊTÉ N°01/2022

### accordant un permis de construire modificatif délivré par le Maire au nom de la commune de SAINT-MICHEL-SUR-SAVASSE

Le Maire de la commune de SAINT-MICHEL-SUR-SAVASSE,

VU le permis de construire PC 02631921V0003 accordé le 09/07/2021 à M. Raphaël DUFOUR et Mme Chloé GUERIN ;

VU la demande de permis de construire modificatif présentée le 04/11/2021 par M. Raphaël DUFOUR et Mme Chloé GUERIN demeurant 65, Chemin des Boeufs à ROMANS SUR ISERE (26100) ;

VU l'objet de la demande

- pour la modification de la couleur des façades ;
- sur un terrain situé lotissement « La Belle Noyeraie » - lot n° 16 à SAINT-MICHEL-SUR-SAVASSE (26750) ;
- pour une surface de plancher inchangée ;

VU le Code de l'urbanisme, notamment ses articles L. 421-1 et suivants ;

VU la Carte Communale approuvée par délibération du Conseil Municipal en date du 06/01/2017 et par Arrêté préfectoral du 27/02/2017 ;

VU l'Arrêté du Maire autorisant le permis d'aménager le lotissement « La Belle Noyeraie » PA 02631918V0002T01 en date du 12/03/2019, transféré le 21/09/2020 ;

VU l'avis favorable de Syndicat Intercommunal des Eaux de l'Herbasse en date du 08/11/2021, ci-annexé ;

VU l'avis favorable de Syndicat Départemental d'Energies de la Drôme en date du 10/11/2021, ci-annexé ;

VU l'avis favorable avec réserve de la Direction de l'Assainissement de Valence Romans Agglo en date du 22/11/2021, ci-annexé ;

# ARRÊTE

## Article unique

Le permis de construire modificatif **EST ACCORDE** pour le projet décrit dans la demande susvisée.

Les prescriptions formulées pour le permis de construire PC 02631921V0003 demeurent applicables.

Le délai de validité du permis initial est inchangé.

A SAINT-MICHEL-SUR-SAVASSE, le 3 janvier 2022

Pierre COLOMB,

Le Maire



**NOTA BENE** : La présente autorisation peut être le fait générateur de taxes et de participations d'urbanisme. Vous recevrez un avis d'imposition de la part des services de l'Etat ultérieurement.

*La présente décision est transmise au représentant de l'Etat dans les conditions prévues à l'article L. 2131-2 du Code Général des Collectivités Territoriales.*

### INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT - INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT

Le (ou les) demandeur peut contester la légalité de la décision dans les deux mois qui suivent la date de sa notification. A cet effet il peut saisir le tribunal administratif territorialement compétent d'un recours contentieux.

**Durée de validité du permis :**

Conformément à l'article R.424-17 du code de l'urbanisme, l'autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de trois ans à compter de sa notification au(x) bénéficiaire(s). Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année. En cas de recours le délai de validité du permis est suspendu jusqu'au prononcé d'une décision juridictionnelle irrévocable.

L'autorisation peut être prorogée par périodes d'une année si les prescriptions d'urbanisme, les servitudes d'urbanisme de tous ordres et le régime des taxes et participations n'ont pas évolué. Vous pouvez présenter une demande de prorogation en adressant une demande sur papier libre, accompagnée de l'autorisation pour laquelle vous demandez la prorogation, au moins deux mois avant l'expiration du délai de validité.

**Le (ou les) bénéficiaire du permis peut commencer les travaux après avoir :**

- adressé au maire, en trois exemplaires, une déclaration d'ouverture de chantier (le modèle de déclaration CERFA n° 13407 est disponible à la mairie ou sur le site internet urbanisme du gouvernement) ;

- installé sur le terrain, pendant toute la durée du chantier, un panneau visible de la voie publique décrivant le projet. Le modèle de panneau, conforme aux prescriptions des articles A. 424-15 à A. 424-19, est disponible à la mairie, sur le site internet urbanisme du gouvernement, ainsi que dans la plupart des magasins de matériaux).

**Attention : l'autorisation n'est définitive qu'en l'absence de recours ou de retrait :**

- dans le délai de deux mois à compter de son affichage sur le terrain, sa légalité peut être contestée par un tiers. Dans ce cas, l'auteur du recours est tenu d'en informer le (ou les) bénéficiaires du permis au plus tard quinze jours après le dépôt du recours.

- dans le délai de trois mois après la date du permis, l'autorité compétente peut le retirer, si elle l'estime illégal. Elle est tenue d'en informer préalablement le (ou les) bénéficiaire du permis et de lui permettre de répondre à ses observations.

**L'autorisation est délivrée sous réserve du droit des tiers :** elle a pour objet de vérifier la conformité du projet aux règles et servitudes d'urbanisme. Elle n'a pas pour objet de vérifier que le projet respecte les autres réglementations et les règles de droit privé. Toute personne s'estimant lésée par la méconnaissance du droit de propriété ou d'autres dispositions de droit privé peut donc faire valoir ses droits en saisissant les tribunaux civils, même si l'autorisation respecte les règles d'urbanisme.

**Les obligations du (ou des) bénéficiaire de l'autorisation :**

Il doit souscrire l'assurance dommages-ouvrages prévue par l'article L.242-1 du code des assurances.